

Journal des guerres de l' Otan

N° 106 du 15.02.12

Par **C.De Broeder & M.Lemaire**

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part

Ramzy Baroud : L'OTAN est responsable du chaos qui règne en Libye.

1 Dossier & Point de vue

Le double veto pour interdire la guerre impériale contre la Syrie

Thierry Meyssan : Le CCG et l'OTAN perdent leur leadership!!!

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

2-1 Pétition contre la guerre en Iran et en Syrie.

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

3-1 Manlio Dinucci : La diplomatie armée de Monti.

4 Ce qu'il vaut savoir

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

4-1 Qui tombera le premier : l'Empire ou Poutine ?

4-2 Les actualités du droit : US : Une armée pour dominer le monde.

4-3 Panetta : "[L'Europe restera la plus importante base américaine hors USA](#)".

4-4 [Mondialisation.ca](#) et Julie Lévesque : L'armée des États-Unis entre dans la clandestinité.

Des troupes spéciales déployées partout sur la planète.

4-5 Jean-Marie Chauvier : Que font les États-Unis pour aider la contestation en Russie ?

Tiré à part

Ramzy Baroud : L'OTAN est responsable du chaos qui règne en Libye.

Le Foreign Office britannique et le Département d'Etat américain sont sérieusement préoccupés. Les responsables des agences de défense des Droits de l'Homme dans l'Organisation des Nations Unies sont en colère.

11 février 2012

Il y a près de 8000 prisonniers en Libye, donc un nombre important d'immigrés africains maltraités et absurdement accusés d'être des partisans de l'ancien régime. L'OTAN n'a que faire du racisme qui se donne libre cours aujourd'hui en Libye. Intérêts pétroliers et financiers d'abord !

Le Canada, pour une raison particulière, semble particulièrement furieux. La cible de toute cette fureur est le Conseil national de transition (CNT) libyen, qui est réprimandé pour ne pas s'opposer aux violations généralisées des Droits de l'Homme à travers le pays.

Tout cela a un air de déjà vu. Des groupes de surveillance des Droits tirent la sonnette d'alarme au sujet des violations dans certains pays du tiers monde. Des puissances occidentales réagissent en exigeant que des comptes soient rendus. Les médias en parlent jusqu'à ce qu'éventuellement ils passent à autre chose.

Cependant, cette fois-ci la situation exige plus qu'une simple accusé de réception dans une approche purement utilitaire des violations des Droits de l'Homme. Les accusateurs sont les chefs de file des Nations Unies et de l'Organisation du Traité Atlantique Nord (OTAN). C'est la formulation et l'interprétation sélective de la Résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU qui a mené à une guerre dévastatrice contre la Libye. La guerre a détruit un régime brutal et l'a remplacé par une autre - avec un coût qui se chiffre en dizaines de milliers de vies libyennes.

En ce qui concerne l'accusé, il n'est autre que le CNT, lui-même une construction politique de l'OTAN dont le rôle était d'assurer une transition politique en Libye qui serve les intérêts occidentaux.

L'affaire libyenne a été chorégraphiée d'une manière qui ressemble réellement à la façon dont l'Irak a été gérée après l'invasion de mars 2003. Les puissances occidentales prétendent agir pour assurer l'application du droit international, dans le but altruiste de débarrasser le monde de ses ignobles dictateurs « *qui tuent leur propre peuple* ». Mais la situation en Libye est apparemment moins gérable que prévu.

La mésaventure irakienne

Il s'est avéré que « *mission accomplie* » en Libye n'était encore qu'un autre canular. Le résultat n'est pas moins dévastateur que ce qui s'est produit en Irak.

L'actuelle situation en Libye promet un conflit à plusieurs niveaux impliquant de nombreuses milices, tribus et factions, toutes organisés autour d'objectifs idéologiques, familiaux et politiques qui sont uniques à la Libye.

La guerre contre la Libye a renforcé certains clans et leur a donné l'occasion de régler des comptes. Cela est souligné par la violence actuelle dans Bani Walid, qui a vu la généralisation des meurtres et des tortures contre ceux qui sont accusés d'être des loyalistes de Mouammar Kadhafi.

Tout ce qu'il faut à une milice pour justifier ses agressions contre n'importe quelle ville en Libye, c'est de déclarer qu'elle héberge des loyalistes de Kadhafi. Ce fut le cas à Bani Walid, une des dernières villes à se rendre. La dénonciation [de soi-disant « *loyalistes* »] est suffisante pour rendre tout acte d'agression et de torture en quelque sorte acceptable par les médias arabes comme occidentaux. Le CNT choisit simplement son camp de façon à que les nouvelles et puissantes milices lui restent fidèles, même si ce n'est que verbalement.

Tout cela va à l'encontre des calculs initiaux de l'OTAN. L'OTAN avait espéré qu'un CNT fort, et des milices bien contrôlées qui le soutiennent finiraient par se transformer en un prochain gouvernement du pays et en une armée nationale. Ce n'est pas le cas. La CNT a été mis en place au hasard, sans un réel mandat populaire, tandis que les milices sont encore dans leurs tranchées pour assurer que l'avenir de la Libye ne se fera pas au détriment des intérêts de leurs tribus, villes et factions. C'est un vrai cocktail pour une guerre civile.

La situation s'est aggravée après que les groupes de défense des Droits de l'Homme aient émis une critique cinglante de la situation désastreuse qui règne dans les prisons libyennes. Amnesty International a parlé de détenus qui meurent sous la torture. A Davos, le Haut Commissariat pour les Droits de l'Homme, Navi Pillay, a déclaré à l'Associated Press que diverses milices retiennent jusqu'à 8000 prisonniers dans 60 centres de détention à travers le pays. Dans ces centres, « *il y a la torture, les exécutions sommaires, des viols d'hommes et de femmes* ».

Les alliés de l'OTAN sont soucieux, bien sûr. Si le modèle libyen - un changement de régime imposé par une campagne de bombardements aériens - a complètement échoué, leur aventurisme militaire au Moyen-Orient souffrira encore d'autres revers. De plus, la poursuite de la mascarade libyenne continuera à susciter des accusations de crimes de guerre particulièrement graves commis par l'OTAN elle-même, qui prétend avoir déclenché la guerre contre la Libye « *pour protéger les civils et les zones habitées par des civils sous la menace d'attaques* ».

La guerre de l'OTAN contre la Libye a été commandée par un Canadien, le lieutenant-général Charles Bouchard. En juin dernier, le ministre canadien des Affaires étrangères John Baird a déclaré que la Libye ne devrait pas s'attendre à passer de « *Kadhafi à Thomas Jefferson* ». Il a omis de préciser quel était le genre de démocratie que l'OTAN visait à instaurer avec ses 9600 frappes aériennes...

Fustiger les Libyens pour avoir omis de respecter les Droits de l'Homme, c'est de l'hypocrisie éhontée, d'autant que beaucoup de victimes de l'OTAN ne sont toujours pas recensées. Le comportement des milices et un CNT sans représentativité sont simplement une continuité de la violence de ces mêmes pays de l'OTAN qui se veulent aujourd'hui très exigeants sur la responsabilité, la démocratie et la primauté du droit.

Ramzy Baroud

The Palestine Chronicle, 31 janvier 2012

Ramzy Baroud (<http://www.ramzybaroud.net>) est un journaliste international et le directeur du site [PalestineChronicle.com](http://www.PalestineChronicle.com). Son dernier livre, « *Mon Père était un combattant de la liberté : l'histoire non dite de Gaza* » (Pluto Press, London) peut être acheté sur [Amazon.com](http://www.Amazon.com).

Traduction : *Info-Palestine.net*- Claude Zurbach (11 février 2012) :
http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=11781

Texte original en anglais (31.01.2012) :
http://www.palestinechronicle.com/view_article_details.php?id=17742

1 Dossier & Point de vue

Le double veto pour interdire la guerre impériale contre la Syrie

1-2 Thierry Meyssan : Le CCG et l'OTAN perdent leur leadership!!!

Contrairement à ce qui s'était passé lors de l'attaque de l'Irak, la France n'a pas défendu les principes du droit international dans l'affaire syrienne, mais s'est ralliée au camp impérial et à ses mensonges. Avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis, elle a essuyé une défaite diplomatique historique, tandis que la Russie et la Chine sont devenues les champions de la souveraineté des peuples et de la paix. Le nouveau rapport de force international n'est pas seulement la conséquence de la décadence militaire des Etats-Unis, il sanctionne aussi le déclin de leur prestige. En définitive, les Occidentaux viennent de perdre le leadership qu'ils se sont partagé durant tout le XXe siècle parce qu'ils ont abandonné toute légitimité en trahissant leurs propres valeurs.

Thierry Meyssan

Réseau Voltaire |

5 février 2012

Par deux fois, le 4 octobre 2011 et le 4 février 2012, des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies ont rejeté des projets de résolution sur la situation en Syrie. Cet affrontement a opposé les membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) à ceux de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS).

La fin du monde unipolaire

Ce quadruple veto scelle la fin d'une période des relations internationales qui a débuté avec l'effondrement de l'Union soviétique et a été marquée par une domination sans partage des États-Unis sur le reste du monde. Il ne signifie pas un retour au système bipolaire précédent, mais l'émergence d'un nouveau modèle dont les contours restent à définir. Aucun des projets de Nouvel Ordre Mondial ne s'est concrétisé. Washington et Tel-Aviv ne sont pas parvenus à institutionnaliser le fonctionnement unipolaire qu'ils voulaient ériger en paradigme intangible, tandis que le BRICS n'a pas réussi à créer le système multipolaire qui aurait permis à ses membres de se hisser au plus haut niveau.

Comme l'avait anticipé à juste titre le stratège syrien Imad Fawzi Shueibi, c'est la crise syrienne qui a cristallisé un nouveau rapport de forces, et partant de là une redistribution de la puissance que personne n'a pensé, ni voulu, mais qui s'impose désormais à tous [1].

Rétrospectivement la doctrine d'Hillary Clinton de « *leadership par l'arrière* » apparaît comme une tentative des États-Unis de tester les limites qu'ils ne peuvent plus dépasser, tout en faisant porter la responsabilité et les conséquences de leur test à leurs alliés britannique et surtout français. Ce sont ces derniers qui se sont mis en scène en leaders politiques et militaires lors du renversement de la Jamahiriya arabe libyenne et qui ambitionnaient de l'être à nouveau pour renverser la République arabe syrienne, même s'ils n'agissaient qu'en vassaux et sous-traitants de l'Empire états-unien. Ce sont donc Londres et Paris, plus encore que Washington, qui ont essuyé une défaite diplomatique et en supporteront les conséquences en termes de perte d'influence.

Les États du tiers-monde ne manqueront pas de tirer leurs conclusions des derniers événements : ceux qui cherchent à servir les États-Unis, comme Saddam Hussein, ou à négocier avec eux, comme Mouammar el-Kadhafi, pourront être exécutés par les troupes impériales et leur pays pourra être détruit. Au contraire, ceux qui résisteront comme Bachar el-Assad et sauront nouer des alliances avec la Russie et la Chine survivront.

Triomphe dans le monde virtuel, défaite dans le monde réel

L'échec du CCG et de l'OTAN fait apparaître un rapport de force que beaucoup soupçonnaient, mais que personne ne pouvait vérifier : les Occidentaux ont gagné la guerre médiatique et ont du renoncer à la guerre militaire. Pour paraphraser Mao Zedong : ils sont devenus des tigres virtuels.

Durant cette crise, et encore aujourd'hui, les dirigeants occidentaux et les monarques arabes ont réussi à intoxiquer non seulement leurs propres peuples, mais une large partie de l'opinion publique internationale. Ils sont parvenus à faire accroire que la population syrienne s'était soulevée contre son gouvernement et que celui-ci réprimait cette contestation politique dans le sang. Leurs chaînes satellitaires ont non seulement réalisé des montages fallacieux pour induire le public en erreur, mais elles ont aussi tourné des images de fiction en studio pour les besoins de leur propagande. En définitive, le CCG et l'OTAN ont inventé et fait vivre médiatiquement durant dix mois une révolution qui n'existait qu'en images, tandis que sur le terrain la Syrie devait affronter seule une guerre de basse intensité menée par la Légion wahhabite appuyée par l'OTAN.

Cependant, la Russie et la Chine ayant fait une première fois usage de leur veto et l'Iran ayant annoncé son intention de se battre aux côtés de la Syrie si de besoin, les États-Unis et leurs vassaux ont dû admettre que poursuivre leur projet les absorberaient dans une guerre mondiale. Après des mois de tension extrême, les États-Unis ont admis qu'ils bluffaient et qu'ils ne disposaient pas des bonnes cartes dans leur jeu.

Malgré un budget militaire de plus de 800 milliards de dollars, les USA ne sont qu'un colosse aux pieds d'argile. En effet, si leurs forces armées sont capables de détruire des États en voie de développement, épuisés par des guerres précédentes ou par de longs embargos, comme la Serbie, l'Irak ou la Libye, elles ne peuvent ni occuper des territoires, ni se mesurer à des États capables de leur répondre et de porter la guerre en Amérique.

Malgré les certitudes du passé, les USA n'ont jamais été une puissance militaire significative. Ils ne sont intervenus que quelques semaines à la fin de la Seconde Guerre mondiale face à un ennemi déjà épuisé par l'Armée rouge ; ils ont été défaits en Corée du Nord et au Vietnam ; ils ne sont pas parvenus à contrôler quoi que ce soit en Afghanistan ; et ils ont été contraints de fuir l'Irak de crainte d'y être écrasés.

Durant les deux dernières décennies, l'Empire états-unien a effacé la réalité humaine de ses guerres et a communiqué en assimilant guerre et jeux vidéos. C'est sur cette base qu'il a conduit ses campagnes de recrutement, et toujours sur cette base qu'il a formé ses soldats. Aujourd'hui, il dispose de centaines de milliers de joueurs vidéos en guise de soldats. Par conséquent, au moindre contact avec la réalité, leurs forces armées sont démoralisées. Selon leurs propres statistiques, la majorité de leurs morts ne tombe pas au champ d'honneur, mais se suicide, tandis qu'un tiers de leur personnel sous les drapeaux souffre de troubles psychiatriques rendant inapte au combat. La démesure du budget militaire du Pentagone est incapable de compenser son effondrement humain.

De nouvelles valeurs : la sincérité et la souveraineté

L'échec des États du CCG et de l'OTAN est aussi celui de leurs valeurs. Ils se sont présentés en défenseurs des droits humains et de la démocratie, alors qu'ils ont établi la torture en système de gouvernement et que la plupart d'entre eux sont opposés au principe de souveraineté populaire.

Même si l'opinion publique en Occident et dans le Golfe est sous-informée sur ce sujet, les États-Unis et leurs vassaux ont mis en place depuis 2001 un vaste réseau de prisons secrètes et de centre de tortures, y compris sur le territoire de l'Union européenne. Sous prétexte de guerre contre le terrorisme, ils ont semé la terreur, enlevant et torturant plus de 80 000 personnes. Durant la même période, ils ont créé des unités d'opérations spéciales dotées d'un budget de près de 10 milliards de dollars annuel qui revendiquent des assassinats politiques dans au moins 75 pays, selon leurs propres rapports.

En ce qui concerne la démocratie, les États-Unis actuels ne font pas mystère de ce qu'elle ne signifie pas à leurs yeux « *le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple* » selon l'expression d'Abraham Lincoln, mais uniquement la soumission des peuples à leur volonté comme l'ont montré les propos et les guerres du président Bush. Au demeurant, leur constitution récuse le principe de souveraineté populaire et ils ont suspendu leurs libertés constitutionnelles fondamentales en instituant un état d'urgence permanent avec le *Patriot Act*. Quand à leurs vassaux du Golfe, il n'est pas nécessaire de rappeler que ce sont des monarchies absolues.

C'est ce modèle, qui associe sans honte crimes à grande échelle et discours humanitaire, qui a été défait par la Russie et la Chine ; des États, dont le bilan en matière de droits de l'homme et de démocratie pour autant qu'il soit très critiquable n'en est pas moins infiniment supérieur à celui du CCG et de l'OTAN.

En faisant usage de leur veto, Moscou et Beijing ont défendu deux principes : le respect de la vérité, sans laquelle la justice et la paix sont impossibles ; et le respect de la souveraineté des peuples et des États, sans lequel aucune démocratie n'est possible.

Le moment est venu de se battre pour reconstruire la société humaine après une période de barbarie.

[Thierry Meyssan](#)

27 janvier 2012.

[China in the Balance of the Middle East : Syria and other countries](#)", par Imad Fawzi Shueibi,

Voltaire Network,

Thierry Meyssan

Réseau Voltaire ||

5 février 2012

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

2-1 Pétition contre la guerre en Iran et en Syrie.

Lancé à l'initiative de Domenico Losurdo, cet appel international, paru en plusieurs langues et destiné au gouvernement respectif de chaque pays concerné, a déjà reçu le soutien de plusieurs députés au Bundestag, du philosophe et député européen Gianni Vattimo, et de nombreux citoyens.

Pour signer la version française de cette pétition, envoyer vos noms et confirmation à :

stopperlaguerre@gmail.com

N'hésitez pas à faire circuler ce texte.

Stopper les préparatifs de guerre ! Mettre fin à l'embargo !

Solidarité avec les peuples iranien et syrien !

Des dizaines de milliers de morts, une population traumatisée, des infrastructures largement détruites et un Etat désintégré : c'est là le résultat de la guerre menée par les Etats-Unis et l'OTAN pour s'approprier les richesses libyennes et recoloniser le pays. A présent, ces derniers préparent éhontément la guerre contre l'Iran et la Syrie, deux pays stratégiquement importants, riches en matières premières et qui refusent, en toute indépendance politique, de se soumettre à leurs dikats. Une attaque de l'OTAN contre la Syrie ou l'Iran pourrait provoquer un conflit direct avec la Russie et la Chine, ce qui aurait des conséquences inimaginables.

De continuelles menaces de guerre, le déploiement de troupes aux frontières de l'Iran et de la Syrie, sans parler des actions terroristes et de sabotage de la part d'« unités spéciales » infiltrées, tout cela fait partie de l'arsenal avec lequel les Etats-Unis et autres membres de l'OTAN imposent un état d'exception aux deux pays pour les épuiser. Les Etats-Unis et l'Union européenne tentent de façon cynique et inhumaine de paralyser par l'embargo le commerce extérieur et les transactions financières de ces pays. De manière délibérée, ils veulent précipiter les économies iranienne et syrienne dans une crise grave, augmenter le nombre de chômeurs et compromettre l'approvisionnement de la population. Pour trouver un prétexte à leur intervention militaire planifiée depuis longtemps, ils cherchent à attiser les conflits ethniques et sociaux internes et à provoquer une guerre civile. L'Union européenne ainsi que le gouvernement italien collaborent grandement à cette politique d'embargo et de menaces de guerre contre l'Iran et la Syrie.

Nous appelons tous les citoyens, églises, partis, syndicats, mouvements pacifistes à s'opposer énergiquement à cette politique de guerre.

Nous demandons au gouvernement français :

de stopper sans conditions et immédiatement l'embargo contre l'Iran et la Syrie

de déclarer qu'il ne participera en aucune sorte à une guerre contre ces Etats et qu'il n'autorisera pas l'utilisation de sites français pour une agression de la part des Etats-Unis et de l'OTAN

de s'impliquer au niveau international pour mettre fin à la politique des chantages et des menaces de guerre contre l'Iran et la Syrie.

Les peuples iraniens et syriens ont le droit de décider par eux-mêmes et souverainement de l'organisation politique et sociale de leur pays.

Le maintien de la paix exige que soit respecté rigoureusement le principe de non-ingérence dans les affaires internes des autres États.

Domenico Losurdo
Gianni Vattimo
Manlio Dinucci

la version allemande de ce texte a été signée par les élus :

Eva-Bulling-Schroeter
Sevim Dagdelen
D^r. Diether Dehm
Heike Hänsel Ulla Jelpke

Faire circuler

<http://mai68.org/spip/spip.php?article3691>

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

3-1 Manlio Dinucci : La diplomatie armée de Monti.

Giulio Terzi di Sant'Agata, ministre des affaires étrangères du gouvernement Monti, a fait l'illustration au Sénat de la participation de l'Italie aux « efforts de la communauté internationale pour promouvoir la paix ». En paix, il s'y connaît pour avoir été conseiller politique de l'OTAN, ambassadeur en Israël puis aux États-Unis, où il a contribué à l'« extraordinaire collaboration bilatérale dans les principaux scénarios de crises ». Alors que la crise financière alimente au niveau global de graves tensions politiques et sociales, il est encore plus de « l'intérêt de l'Italie », affirme le ministre, de participer aux « opérations dans les scénarios de crises », où se joue la « crédibilité internationale » du Pays. Car, aussi, la nouvelle stratégie étasunienne prévoit la réduction des « forces de manœuvre » en Europe en faveur des autres théâtres d'utilisation, en particulier dans le Pacifique. L'Italie doit ainsi s'engager plus encore dans des « missions internationales de paix et de stabilisation », qui soient « réellement intégrées », c'est-à-dire qui « réunissent les composantes militaires et civiles », pour faire face aux « défis de la stabilisation qui proviennent de Libye, les criticités en Afghanistan et au Liban, les crises dans la Corne d'Afrique ». En Libye, après le « succès de l'opération conduite par l'OTAN », l'Italie « continuera à soutenir très activement la nouvelle gouvernance », surtout en formant ses « forces de sécurité ». Et, le 20 février, elle accueillera à Naples le sommet ministériel du Dialogue 5+5 et le *Foromed* pour « la relance du dialogue et de la coopération entre les deux rives de la Méditerranée ». Dialogue que l'Italie a mené de façon exemplaire, en larguant sur la Libye un millier de bombes. Mais déjà se préparent d'autres « opérations » : en Syrie, avertit Terzi, « la situation n'est plus soutenable ».

Voilà ce qu'est la « diplomatie de la sécurité », avec laquelle le gouvernement Monti entend « défendre à l'étranger nos intérêts politiques, économiques et financiers ». Malgré des ressources disponibles mineures, précise au Sénat le ministre de la défense Giampaolo Di Paola, « on ne peut pas sacrifier la capacité opérationnelle de notre instrument militaire qui est au service de la sécurité et de l'ordre international ». Sont ainsi nécessaires « des forces armées certes plus réduites, mais plus modernes, mieux entraînées et mieux équipées ». Y compris la « défense anti-missile », importante car « la menace

(l'Iran et quelque autre), que cela nous plaise ou non, existe ». Sur de tels choix, souligne Di Paola, il existe « une continuité qui traverse les frontières virtuelles de l'alternance de gouvernement et qui unit les rangs politiques de la majorité et de l'opposition ». Confirmation immédiate : PdL (Popolo della Libertà) et Pd (Partito democratico) se rangent compacts avec le gouvernement, tandis que l'IdV (Italia dei Valori) prend quelque position critique et que la Lega fait quelques distinguos. Le sénateur Tempestini (Pd) demande le « renforcement de la crédibilité internationale du Pays », et pré-annonce un décret-loi pour rendre permanent le financement des « missions ». Ce qu'avait déjà demandé en vain le sénateur Scanu (Pd) au gouvernement Berlusconi, parce que « nous tenons à construire la crédibilité de l'Italie » et parce que « les Forces armées sont un milieu d'extraordinaire importance de notre Pays ». « Quelle tristesse -s'était-il exclamé- d'entendre dire que nous ne devons plus garder certains engagements sur le théâtre (de guerre... NdT) international parce qu'il n'y a plus de sous ».

Maintenant il ne sera plus triste : le gouvernement Monti va les trouver en faisant encore plus de coupes dans les dépenses sociales.

Manlio Dinucci

Edition de mardi 31 janvier 2012 de *il manifesto*

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20120131/manip2pg/14/manip2pz/317301/>

4 Ce qu'il vaut savoir

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

4-1 Qui tombera le premier : l'Empire ou Poutine ?

Quelque chose a décidément changé entre Moscou, Washington et les pays vassaux des Etats-Unis. La tentative d'une révolution colorée en Russie semble être la goutte d'eau qui a fait réagir Poutine. L'importance de la fracture est telle que nous consacrerons principalement le prochain numéro de LIESI sur le sujet, tout en revenant sur le rôle de la chancelière Merkel, favorable à un axe Berlin/Moscou. Ce scénario vient probablement d'être confirmé par le soutien électoral de la chancelière à Nicolas Sarkozy.

Pour la deuxième fois en quatre mois, la Russie et la Chine, membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, ont opposé leur veto à un projet de résolution condamnant la répression en Syrie et demandant le départ du président syrien. C'est aussi un message adressé aux Etats arabes sous la coupe de Washington, dans la mesure où le texte était quasiment la copie du plan de sortie de crise de la Ligue arabe. Bien sûr, ce « Niet » a suscité de nombreux commentaires de la part des diplomates européens, très « attristés » de ne plus pouvoir imposer les valeurs de la secte maçonnique, la religion de la démonocratie si chère aux politicards américains, même si c'est à coup de bombes et de génocides. Que les Occidentaux s'occupent un peu des millions de gens qui meurent dans le monde à cause des marchés dérégulés sur les céréales, ces manipulations de cours qui provoquent des famines immenses ici ou là. L'Afrique étant particulièrement visée.

Le président Obama demande le départ du président syrien, mais combien d'Américains et même de politiciens du congrès souhaitent également son propre départ pour trahison nationale ? Obama a mis sur la paille des millions d'Américains tout en engraisant copieusement les plus grosses banques de Wall Street. Derrière Obama, il y a le cortège des caniches dociles de l'Occident. Ils hurlent aux atteintes aux

valeurs de la démonocratie, bien évidemment. Il serait bon de ressortir le génocide mis en œuvre par ces mêmes Occidentaux moralisateurs en Yougoslavie, et exécuté (ne l'oublions pas) par le général Clark. Et que dire de l'innommable épisode libyen. Une honte pour nous, Français.

Dans cet épisode de l'agenda mondialiste, la diplomatie russe a eu la sensation de se faire piéger en s'abstenant lors du vote de la résolution 1973. « Ce texte a été perçu comme la validation par l'ONU de la notion d'ingérence humanitaire. *“L'abstention russe sur la Libye a ôté toute envie de soutenir l'Occident. On est passé de la création d'une zone de non-survol aérien à une opération de type classique avec la participation active de l'OTAN. La Russie ne soutiendra plus jamais ça. De même qu'elle ne votera pas pour une résolution diluée, sans un fort interdit sur l'emploi de la force”*, explique Fiodor Loukianov, rédacteur en chef de la revue *La Russie dans la politique globale*, et l'un des meilleurs analystes de politique étrangère.

L'épisode syrien, bien loin d'être achevé, met enfin en lumière le rejet du mondialisme babélien par certains souverainistes. Depuis l'arrivée des néo-conservateurs bushistes, de nombreux politiciens de l'Occident ont laissé entendre qu'ils appréciaient le programme des nazillons de l'Ecole de Chicago. Tous collaborent à la fondation d'un Reich européen, vassalisé à l'Empire américain, pourtant en voie d'effondrement. Les valeurs morales d'antan ne sont plus à la mode pour réussir, pour obtenir un poste intéressant dans le grand blinblin mondialiste. Il faut plutôt flatter les vices et là, c'est la grande glisse sans frein.

En Russie, il n'est pas question de s'abaisser devant le projet babélien de l'Occident. La Chine également partage le même refus. Et d'autres pays asiatiques s'appêtent à suivre. C'est un peu comme dans le film *La guerre des boutons*. Il faut un meneur pour fédérer une réaction à un autre groupe. C'est ainsi que la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud se sont rangées à ses côtés, refusant toute ingérence en Syrie.

On appréciera la force de caractère du ministre russe des Affaires étrangères. En effet, M. Lavrov avait prévenu dans la matinée du vote que le projet de résolution ne convenait “absolument pas” à la Russie. Ce, dans un entretien à la télévision russe *Rossia*. “Si (les Etats-Unis) veulent encore un scandale au Conseil de sécurité, on ne peut pas les arrêter”, avait-il mis en garde.

Pour la Russie, la Syrie est toujours un allié stratégique de longue date dans la région. Mais il est tout aussi vrai que les Russes nous ont habitués à des renversements d'alliances brutaux. Il convient donc d'être prudent dans la perspective du tandem Russie/Syrie. On peut néanmoins raisonnablement croire qu'à l'approche des élections présidentielles russes, Poutine devrait résister. En outre, en Syrie, il y a la base navale russe de Tartous en Méditerranée, dernier avant-poste à l'étranger maintenu depuis l'effondrement de l'URSS. C'est un point stratégique. Ajoutons que la Syrie vient d'annoncer qu'elle achèterait à la Russie « 36 avions d'entraînement militaire Iak-130, un contrat à 550 millions de dollars. Quelques jours plus tôt, on avait appris qu'un navire russe transportant 60 tonnes d'armes et de munitions était arrivé à bon port à Tartous, mi-janvier ».

Assistons-nous, en ce début d'année 2012, à un front du refus faisant échec aux desseins occidentaux ? On ne peut que le souhaiter. Est-ce que ce front fait désormais partie de la prochaine politique étrangère du candidat Poutine ? Que le bloc de commandement russe, auquel appartient Vladimir Poutine, durcisse le ton au sujet de la crise syrienne, du dossier nucléaire iranien, et avec l'OTAN notamment autour de son projet de bouclier antimissile, n'est pas un hasard. L'effondrement de l'Occident et sa ruine à venir, sont intégrés dans le calendrier des élites russes, comme nous le verrons dans les deux prochains numéros de LIESI. Les journalistes occidentaux, qui vont faire des stages de « compréhension » en Israël pour « mieux apprendre » leur métier et la juste grille de lecture exigée par leurs patrons pro-sionistes, n'empêcheront pas le retour de balancier de l'Histoire : l'ancien colonel du KGB (services soviétiques), attaqué depuis des mois jusqu'à la porte du Kremlin, n'est pas dupe du destin qui attend la Russie pour sa propre survie ! Poutine est même persuadé que son propre destin et celui de la Russie de ce début de siècle ne font qu'un. Il n'a pas la moindre envie de partager la fin de S. Hussein et de Kadhafi, et de combien d'autres ?

http://www.alterinfo.net/Qui-tombera-le-premier-l-Empire-ou-Poutine_a71023.html

4-2 Les actualités du droit : US : Une armée pour dominer le monde.

Les petits amuseurs du jury Nobel doivent être fiers d'avoir attribué le Nobel de la Paix à Barack Obama, ce prédateur insouciant qui vient d'annoncer – par une conférence de presse depuis le Pentagone ! – le nouveau cours des dépenses militaires US : « Le budget de la Défense restera plus important que ce qu'il était à la fin de l'administration Bush ».

Lisons le prix Nobel :

« Le monde doit savoir que les États-Unis maintiendront leur supériorité militaire avec des forces armées agiles, flexibles et prêtes pour toutes les éventualités et les menaces. »

« Les choix fiscaux auxquels nous sommes confrontés sont difficiles, mais il ne doit pas y avoir de doute : nos forces armées demeureront les mieux entraînées, les mieux dirigées et les mieux équipées de l'histoire. »

« Nous continuerons d'investir dans des capacités cruciales pour nos futurs succès, à savoir le renseignement, la surveillance, la reconnaissance, le contre-terrorisme, la lutte contre les armes de destruction massive ».

Le budget militaire US dépassera la somme des budgets militaires des 10 pays qui dépensent le plus derrière les États-Unis.

Une armée, c'est pour défendre le pays, nous sommes bien d'accord. Les autres, ce sont les autres, et les États sont souverains.

C'est toute la philosophie du droit international, telle que rappelée par l'article 1 de la Charte des Nations Unies, qui donne à l'institution les buts suivants :

- Maintenir la paix et la sécurité internationales et à cette fin : prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écartier les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix, et réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix;

- Développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde;

Egalité de droit des peuples et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes... Parfait !

La France a adopté le même principe, que l'on retrouve dans le préambule de 1946 : « La République française, fidèle à ses traditions, se conforme aux règles du droit public international. Elle n'entreprendra aucune guerre dans des vues de conquête et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple. »

Alors, je me suis penché sur la carte, pour chercher les menaces qui pèsent sur les États-Unis, et franchement, ce n'est pas flagrant : le Canada ou le Mexique auraient-ils un plan caché pour envahir les US ?

Ce budget, c'est la démonstration chiffrée de l'impérialisme US, car tout concerne l'action des US en dehors de leurs frontières. C'est-à-dire que le Prix Nobel de la Paix est un homme de guerre, et son choix est la domination du monde par la force armée. Cette politique d'impérialisme militaire est totalement

contraire au droit international, et c'est que qui explique que les US refusent de signer les traités qui pourraient être contraignants, car ils l'obligeraient à respecter ce qui fait la légalité internationale.

Les US connaissent la Cour Pénale Internationale (CPI), vu qu'ils ont tout fait, *via* le Conseil de Sécurité qu'ils contrôlent, pour saisir cette cour des affaires du Soudan et de la Lybie.

Alors, cette question simple à Barack Obama, Prix Nobel de la Guerre : « Pourquoi les US, qui ont de si nobles objectifs et valeurs, refusent-ils d'adhérer à la CPI ? »

Le Prix Nobel de la Guerre redouterait-il une enquête ? un mandat d'arrêt ?

Yes we can

<http://lesactualitesdudroit.20minutes-blogs.fr/archive/2012/01/05/us-une-armee-pour-dominer-le-monde.html>

4-3 Panetta : "[L'Europe restera la plus importante base américaine hors USA](#)".

“L'Europe continuera d'abriter la plus importante présence militaire de l'armée américaine hors du territoire des Etats-Unis, en dépit de la nouvelle stratégie donnant la priorité à l'Asie et au Moyen-Orient”, a déclaré le Chef du Pentagone, Leon Panetta, auprès des militaires américains sur la base aérienne de Ramstein, en Allemagne.

Le secrétaire américain à la Défense a relayé ce message, lors de la réunion des ministres de la Défense qui s'est achevée, vendredi, à Bruxelles, et devrait le répéter samedi à Munich, lors d'une conférence sur la sécurité, selon son entourage. Sur les 81.000 militaires américains stationnés en Europe, quelque 44.000 appartiennent à l'armée de Terre (US Army). “Après le retrait de deux des quatre brigades de combat, prévu d'ici 2014, il restera 37.000 soldats de l'US Army, en Europe”, a indiqué Panetta.
<http://french.irib.ir/info/international/item/168131-1%E2%80%99europe-restera-la-plus-importante-base-am%C3%A9ricaine-hors-usa-panetta>

4-4 [Mondialisation.ca](#) et Julie Lévesque : L'armée des États-Unis entre dans la clandestinité.

Des troupes spéciales déployées partout sur la planète.

Selon le [Stars and Stripes](#), un média du département de la Défense des États-Unis, le Pentagone se prépare à déployer des troupes d'opérations spéciales dans le monde entier au moment où l'on diminue le nombre d'opérations militaires traditionnelles.

L'initiative est présentée comme un moyen de réduire les frais.

Grâce à cette nouvelle stratégie, les États-Unis remplacent les opérations de théâtre à grande échelle par des opérations militaires clandestines, rentables et de moindre envergure. Cela aboutit inévitablement à la violation de la souveraineté nationale du pays ciblé.

Le chef étasunien du commandement des opérations spéciales, l'amiral Bill McRaven, qui a mené le raid contre ben Laden au Pakistan, a proposé que les troupes quittant les zones de guerre en Irak et en Afghanistan soient redéployées dans des zones « quelque peu négligées durant la décennie centrée sur Al-Qaïda ».

Cela se ferait dans le but de faciliter le lancement de raids par les Forces Spéciales, comme celui qui aurait tué ben Laden, une opération clandestine ayant violé la souveraineté pakistanaise.

[Selon AP](#), le déploiement de commandos « plus près de nouvelles zones de crise remplacera les invasions terrestres comme celles de l'Irak et de l'Afghanistan [...] par des raids d'opérations spéciales laissant peu de traces, ou mieux encore, des raids effectués par des forces locales amies entraînées par les États-Unis, les aidant à combattre, côte à côte, des ennemis mutuels ».

Ces troupes pourraient effectuer des raids, ou seraient probablement davantage appelées à travailler avec des alliés locaux pour leur apprendre à cibler des ennemis régionaux ainsi qu'à promouvoir des relations à long terme, entre soldats, pouvant aider à désamorcer une crise ou un coup éventuels. (Kimberly Dozier, [Special operations expanding as wars recede](#), Associated Press, 27 janvier 2012)

Cela aidera « à désamorcer une crise ou un coup éventuels » ou à les fomenter?

Le but, selon un représentant de la Défense, est d'« augmenter la coopération avec les armées étrangères, de travailler avec elles pour vaincre les menaces locales au lieu de faire porter le poids de ces combats aux États-Unis ».

AP rapporte par ailleurs que « le financement pour les opérations spéciales et la recherche de renseignements augmenteront, puisqu'ils sont tous deux des moyens privilégiés par l'administration Obama pour affronter de nombreuses menaces mondiales après une décennie d'invasions terrestres coûteuses en Irak et en Afghanistan.

Cela signifie essentiellement que l'armée des États-Unis entre dans la clandestinité. Au niveau planétaire.

AP mentionne également que « les commandements des opérations spéciales à l'étranger pourraient aussi servir de cadre pour une coopération accrue entre les agences étasuniennes, fusionnant non seulement les alliés régionaux mais également des agences comme la CIA, le FBI et la Drug Enforcement Administration ».

[Mondialisation.ca](#) et Julie Lévesque

Julie Lévesque a collaboré à ce reportage.

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=viewArticle&code=MON20120201&articleId=29028>

4-5 Jean-Marie Chauvier : Que font les États-Unis pour aider la contestation en Russie ?

Que font les États-Unis ?

Bien que Barack Obama ait amélioré les relations avec la Russie, qui étaient au plus mal du temps de George W. Bush et de la guerre en Irak, la « Maison Blanche », les Démocrates et les Républicains américains ne négligent pas le sort des démocrates en Russie. Par la voix de Mme Hilary Clinton, les États-Unis ont vivement critiqué les fraudes aux élections législatives du 4 décembre (vérifiées par l'ONG « Golos » que finance Washington) et il est probable que cette dénonciation soit répétée lors du scrutin présidentiel du 4 mars. Dès lors, la légitimité de l'ancien-futur président Vladimir Poutine, largement contestée à l'intérieur, sera mise en cause par les États-Unis. Même largement réélu, Poutine se retrouverait moralement affaibli.

Sympathies pro-américaines, aide financière de Washington

Les Américains sont assurés des sympathies d'une partie des contestataires, y compris du leader des réseaux sociaux Alexei Navalnyi, formé aux Etats-Unis. Boris Nemtsov et les libéraux critiquent le projet « eurasien » de Poutine, son « anti-américanisme » et son appui aux « dictatures » en Asie centrale, au Proche-Orient et en Amérique latine, son soutien aux « terroristes » palestiniens et islamistes (le Hamas, le Hezbollah) bref une politique qualifiée de « néosoviétique ». Nemtsov dénonce le « péril chinois » et les préférences supposées de Poutine pour une alliance avec la Chine. L'ancien ministre eltsinien est partisan d'un nouvel arrimage de la Russie au monde euro-atlantique et notamment aux Etats-Unis. Mais ceux-ci vont-ils pour autant réellement s'engager, au delà des encouragements de Mme Clinton, dans cette nouvelle « bataille pour la Démocratie » et de quelques soutiens financiers ?

Aux opposants russes en 2012, le Département d'Etat US a promis plus de neuf millions de dollars. La National Endowment for Democracy (NED) finance déjà régulièrement et de longue date nombre d'ONG « de la société civile ». D'autres fondations sont à l'œuvre.

L'évolution de la contestation russe dépend donc en partie de ce que fera Washington, intéressé à une déstabilisation d'un Poutine trop « souverainiste », qui a entravé la pénétration des capitaux américains dans l'industrie pétrolière russe et qui projette une « Union euro-asiatique » faisant contrepoids à l'OTAN et qui reconstituerait une grande puissance dans la plus grande partie du territoire de l'ex-URSS. Le « danger poutinien » (eurasien) est donc bien réel, y compris pour l'Union Européenne déjà trop dépendante du gaz russe. La diplomatie russe fait d'ailleurs obstruction, aux Nations-Unies, aux initiatives occidentales visant à « promouvoir la démocratie » en Libye, en Syrie, ou à empêcher l'Iran de se doter de la bombe atomique. Contrairement à ce qui se passait au temps du président Eltsine (1991-1999) la Russie de Vladimir Poutine se permet, comme au temps de l'URSS, de contester la politique des Etats-Unis et de chercher des alliances « anti-impérialistes » avec des régimes autoritaires tels que le Venezuela d'Hugo Chavez. Il faudrait donc que cesse cette « arrogance », estiment les adversaires de la ligne poutiniste.

L'espoir : les failles du régime et de l'établissement

L'espoir de ceux-ci, chez les libéraux russes et leurs conseillers occidentaux, est avant tout fondé sur les fissures qui apparaissent au sein de l'établissement russe. Des personnages-clé de l'ère Poutine, tels l'ancien premier ministre Mikhaïl Kassianov, l'ancien conseiller « libertarien » Andreï Illarionov ou l'ancien ministre des finances Alexei Koudrine ont révélé les profondes dissensions parmi ceux qui avaient pour tâche de mener à bien la libéralisation économique du pays. Or, l'adhésion de la Russie à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ne peut que donner raison à leur courant de pensée, étranger à tout retour à l'étatisme. Le « cap sur les nouvelles technologies » est en charge de l'ancien grand organisateur des privatisations des années 90, Anatoli Tchoubaï, patron des nanotechnologies, qui milite pour une coopération étroite avec les Etats-Unis et Israël. Une frange importante des milieux d'affaires – ces « oligarques » que Poutine croit avoir mis au pas – réclame la libération de leur pair, Mikhaïl Khodorkovski, l'ancien patron pétrolier de Youkos, emprisonné depuis 2003. Celui-ci n'était pas seulement un adversaire politique potentiel ou un « fraudeur du fisc » comme il y en avait tant d'autres, il était au cœur d'une négociation visant à faire entrer massivement le capital américain dans les pétroles de Sibérie. Cet apport en capitaux, loin d'être vu comme « un danger pour l'indépendance nationale » par les milieux d'affaires y est au contraire ardemment désiré. La « faim de capitaux » n'est-elle pas une question centrale pour l'avenir de l'économie russe ? La maîtrise de leurs mouvements, de la rente pétro-gazière, n'est-elle pas le principal enjeu de pouvoir depuis la chute de l'URSS ?

Or, Vladimir Poutine, il ne faut pas l'oublier, est issu de ce monde, celui des années et du régime Eltsine, de l'oligarchie qui l'a portée au pouvoir. Aurait-il réussi depuis lors à se constituer une base alternative de milieux d'affaires et de « siloviki » (militaires et policiers) qui auraient pour la Russie un autre projet que celui que les libéraux, tant au pouvoir que dans les oppositions, n'ont cessé de vouloir mettre en œuvre ?

C'est la grande question qui reste encore sans réponse, ce qui explique l'indétermination, le flou de la politique russe. Contrairement à l'idée reçue, le régime poutinien n'exerce pas une forte « autorité », il n'en donne que l'impression. Il arbitre plus qu'il ne contrôle les intérêts en conflit. D'où sa vulnérabilité. Le président Dmitri Medvedev, s'il n'a été que le « second » du premier ministre Poutine, n'a pas innocemment joué le rôle du « plus libéral » en paroles. Il faisait écho à des aspirations qui, au sein des élites proches du pouvoir, ne cherchent qu'une occasion pour se faire entendre. Et dont certains espèrent encore « l'oreille de Medvedev ».

L'hyper puissance n'est plus ce qu'elle était

Les libéraux « de haut en bas » espèrent qu'une pression occidentale, américaine surtout, les aidera à contrer la vague « eurasienne » derrière laquelle se profile « le danger chinois ». Ils jouent cependant risqué, dans la mesure où les appuis extérieurs (et les financements américains aux opposants) donnent également des arguments aux nationalistes.

Contrairement à l'euphorie de 1991, les Américains ne sont plus considérés en Russie comme des philanthropes désintéressés. D'autre part, la puissance des Etats-Unis n'est plus qu'elle fut au moment de sa victoire dans la guerre froide en 1991 et de son érection en unique « hyperpuissance » mondiale. Le discours de Vladimir Poutine sur le « monde multipolaire » correspond à une nouvelle réalité, contredisant la volonté occidentale (et libérale russe) d'unipolarité.

Les jeux ne sont donc pas encore faits, et les libéraux risquent aussi d'être déçus, les Etats-Unis n'ayant plus les moyens qui étaient les leurs lorsqu'en 1991, leurs conseillers et le FMI placèrent la Russie sous tutelle, lui enjoignant une « thérapie de choc » désindustrialisatrice, et obtenant de sa nouvelle diplomatie une adhésion ferme aux objectifs du « Nouvel Ordre Mondial ». Depuis lors, il y a eu les différends en ex-Yougoslavie, en Géorgie et en Ukraine, la guerre en Irak, l'enlèvement américain dans ce conflit et en Afghanistan, les reculs de l'hégémonie étatsunienne en Amérique latine. Il y a eu, enfin, les désagréments en Russie après le krach de 1998 (qui fut aussi le krach des conseillers d'outre-Atlantique) et l'arrivée au pouvoir d'un Vladimir Poutine moins commode que son prédécesseur. Et peu prévisible.

Confirmation de ce changement de rapport de forces : Washington a besoin de Poutine dans le règlement des crises en Syrie et en Iran, et pour le transit en Asie centrale des troupes et matériels de l'US Army vers l'Afghanistan.

Washington pourrait d'ailleurs estimer que Poutine est un « moindre mal » par rapport au communiste Guennadi Ziouganov, au cas où ce dernier passerait au second tour des présidentielles, comme rival de Poutine. C'est peu probable mais sait-on jamais...

Jean Géronimo

[Articles de Jean-Marie Chauvier publiés par Mondialisation.ca](#)

Le 2 février 2012

[Mondialisation.ca](#),

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19